

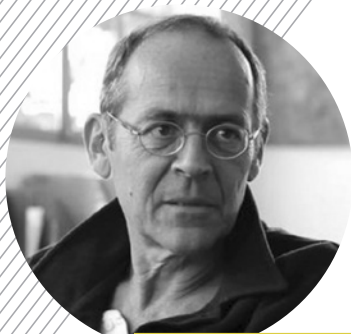


FAMILY RULES
Keep your promises
SHARE
Say I love you
Listen to your parents
DO YOUR BEST
Always Tell the Truth
Laugh at Yourself
Hug Often
Use Kind words
Please Each Other

INTERVIEW

Les Territoires apprenants contributifs : créer de nouveaux milieux de solidarité

Pour **Bernard Stiegler**, répondre à la précarité grandissante en France et dans le monde suppose une transformation profonde et progressive de notre économie. C'est dans cette optique qu'il a conçu un programme expérimental et prospectif en Seine-Saint-Denis. Il est essentiel, en effet, de partir des problématiques des gens sur le terrain, mais aussi de valoriser leurs savoirs. Sous ce regard, l'enjeu est moins de créer *ex nihilo* des lieux de solidarité ou de développement économique, que de s'appuyer sur les initiatives existantes pour construire de nouveaux dispositifs de solidarité.



Bernard Stiegler est philosophe et directeur de l'Institut de recherche et d'innovation (IRI), qu'il a créé au sein du Centre Pompidou. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont aux éditions Les Liens qui Libèrent : *Dans la disruption* (2016) et *Qu'appelle-t-on penser ?* (2018).

Qu'est-ce qu'un Territoire apprenant contributif ?

BERNARD STIEGLER : Je ne saurais dire de façon précise et définitive ce qu'est un Territoire apprenant contributif. Avec des chercheurs associés à l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Pompidou, des acteurs sociaux et économiques, et puis surtout des habitants, nous essayons d'en bâtir un dans un territoire considéré comme « très défavorisé » : Plaine Commune. Cette communauté de communes réunit neuf municipalités du département 93, dans la banlieue nord de Paris : Aubervilliers, La Courneuve, Épinay-sur-Seine, L'Île-Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Saint-Ouen-sur-Seine, Stains et Villetaneuse. Un Territoire apprenant contributif repose forcément sur les savoirs développés

avec des citoyens au niveau local. Et il s'agit d'un laboratoire, dont les recherches partent du terrain, d'un nouveau modèle d'économie que nous qualifions de « contributive ». Car la réalité, c'est que depuis le lancement du programme en 2017, le Territoire apprenant contributif de Plaine Commune est peu à peu en train de s'inventer lui-même...

Le premier qualificatif de cette expression, c'est « apprenant ». En quoi ce territoire et ses habitants sont-ils donc « apprenants » ?

B. S. : La notion de territoire apprenant a été conçue en 1993 par un aménageur et ingénieur des travaux publics, Pierre Veltz, qui a été directeur de l'École des ponts et chaussées et l'un des concepteurs du plateau de Saclay. Dans un petit livre intitulé *Des territoires pour apprendre et innover*, il analyse comment et pourquoi des horticulteurs hollandais ont pu vendre leurs tulipes jusqu'en Côte d'Azur, et ce moins cher et avec une meilleure qualité que leurs concurrents du sud de la France. Selon lui, cette réussite tient au développement par cette population de savoirs locaux, grâce à une coopération très intense entre tous les acteurs concernés : jardiniers bien sûr, commerçants ou encore simples familles flamandes, etc. Ce qui m'intéresse ici est cette clé : la faculté à entretenir, cultiver, transmettre et enrichir en permanence des savoirs venant des gens eux-mêmes, s'inscrivant de façon profonde dans leurs territoires. C'est pourquoi je complète la vision de Pierre Veltz par l'apport d'Amartya Sen, prix Nobel en 1998 pour ses travaux sur « l'économie du bien-être ». Sen a en effet étudié les causes de la grande résilience d'un pays d'une immense pauvreté comme le Bangladesh. Cette résilience est bien supérieure à celle du quartier de Harlem à New York, pourtant beaucoup plus riche. Il a montré l'importance de la solidarité des habitants du Bangladesh qui repose sur les savoirs qu'ils ont su préserver. Et il a analysé la façon dont ce lien social, qui leur permet de supporter les famines et toutes sortes de difficultés, tient à ce qu'il appelle des « capacités », autant individuelles que collectives. Ces capacités, ce sont pour moi des savoirs. Ce sont ces savoirs, y compris des plus démunis, qui permettent aux territoires de devenir « apprenants ».

Que signifie dès lors cet autre terme : « contributif » ?

B. S. : Il traduit l'un des principes fondateurs de notre démarche : l'idée que tous les habitants sans exception sont, en droit, des chercheurs sur leur propre territoire. « Chercher », cela ne signifie pas seulement ici faire une thèse. Il faut être un chercheur ou une chercheuse pour repenser le recyclage, par exemple des automobiles ou de l'argile, vivre intelligemment dans une ville « smart », et plus encore élever correctement son enfant devenu une cible privilégiée de la *data economy*. Quels que soient nos diplômes, nous nous sentons tous désemparés face aux défis d'aujourd'hui. Face

au chômage et à la précarisation du travail. Face à l'automatisation qui, selon les derniers chiffres de l'OCDE, devrait faire disparaître au moins 14 % des emplois. Face à la nécessité de sortir de ce que l'on appelle l'anthropocène, c'est-à-dire d'une économie destructrice de nos environnements et des êtres humains. Face à l'appauvrissement et à la prolétarianisation qui en est la cause majeure, c'est-à-dire face à la perte de savoir des façons dont fonctionne notre monde, et en conséquence de notre capacité à nous en servir, à le transformer et le faire nôtre. Notre conviction, c'est que personne ne sait que faire et comment agir pour répondre à ces défis-là, et que nous devons tous « chercher » ensemble, en partant du quotidien, des problématiques des gens...

Mais est-ce vraiment envisageable, dans les faits et au sein d'un territoire comme Plaine Commune dans le 93, de transformer tous les habitants d'un immeuble, d'un quartier ou, sur un autre registre, tous les professionnels d'une clinique ou d'une entreprise en « chercheurs » ?

B. S. : Affirmer que chacun est potentiellement « chercheur », ce n'est pas dire que tous le sont actuellement, dans les faits. Aujourd'hui, au sein du laboratoire que nous tentons de créer sur le territoire de Plaine Commune, qui compte 430 000 habitants, il n'y a que quelques dizaines de personnes impliquées. Ce programme a démarré il y a deux ans et demi, et j'ai demandé dix ans pour obtenir des résultats. Car l'enjeu du terrain suppose du temps et beaucoup de patience, afin de faire partager et de permettre peu à peu aux habitants d'adopter et pourquoi pas demain de transformer notre méthodologie de recherche contributive. Le premier exemple de mise en place de cette méthodologie nouvelle, c'est la création d'une « clinique contributive » dans le quartier Pierre-Semard de Saint-Denis. Ce quartier compte 55 % de familles monoparentales. Même s'il est très bien entretenu grâce à la mairie, c'est l'un des plus pauvres de Saint-Denis, ville elle-même considérée comme très défavorisée.

Qu'est-ce donc que cette « clinique contributive » ?

B. S. : L'initiative est née il y a un an, de discussions avec une pédopsychiatre de ce quartier de Saint-Denis, Marie-Claude Boissière – tous nos projets viennent en effet du terrain. Cette pédopsychiatre travaille avec de jeunes mères qui élèvent leur bébé toutes seules, très isolées et parfois même sans domicile fixe. Un jour, elle constate une sorte d'épidémie : de plus en plus d'enfants de ces femmes sont diagnostiqués « autistes », alors qu'elle a le sentiment qu'ils ne le sont pas. Même à deux ans ou deux ans et demi, ils ne parlent pas et ont des problèmes psychomoteurs. En réalité, ces mères sont fatiguées, angoissées ; elles n'arrivent pas à faire têter leur bébé, qui a faim, et utilisent leur smartphone pour l'occuper, le faire tenir tranquille, et même de plus en plus pour

le pousser à prendre le sein. Cela accentue le problème de communication entre la mère et l'enfant dont la croissance se bloque et qui est, à tort, diagnostiqué « autiste ». Marie-Claude Boissière ainsi que tous ceux et celles qui travaillent avec elle, assistantes, puéricultrices, médecins ou même aides sociales constatent alors un phénomène encore plus étonnant : certaines mères, lorsqu'elles se retrouvent ensemble avec ce même souci, s'échangent leur bébé, et une communication se rétablit entre l'enfant et une femme qui n'est pas sa mère. Cela lui a donné l'idée de créer une sorte de coopérative, et c'est à partir de là que nous avons monté cette clinique contributive. Nous avons lancé un appel pour bâtir un projet expérimental, devant d'abord diagnostiquer sérieusement le problème, avec des acteurs et des chercheurs compétents, pour ensuite envisager et tester des solutions. Avec la pédopsychiatre et son équipe, nous avons alors sélectionné l'une des nombreuses PMI – un centre de protection maternelle et infantile du quartier Pierre-Semard – qui ont répondu, et nous avons mis en place tout un processus de recherche contributive...

Mais en quoi consiste-t-elle, cette « recherche contributive » ?

B. S. : L'idée, sur l'ensemble de l'expérimentation du Territoire apprenant contributif de Plaine Commune, c'est qu'avancent ensemble, d'une part des chercheurs, doctorants ou post-doctorants, d'autre part des acteurs sociaux, des professionnels et des habitants directement concernés, en fonction des sujets et enjeux. Dans ce laboratoire, il y a des chercheurs de plein de domaines : économie, biologie, droit, architecture, sociologie, philosophie, santé et médecine, ingénierie, nouvelles technologies, etc. Mais tous s'engagent à travailler non seulement de façon transdisciplinaire, mais aussi, j'insiste sur ce point, en très grande proximité avec les habitants et acteurs de terrain, qui sont eux aussi des « chercheurs ».

Comment cela se concrétise-t-il dans le cas de la « clinique contributive » ?

B. S. : L'idée-clé, c'est : personne ne sait, donc tout le monde cherche. Le point de départ, c'est un séminaire de recherche avec des chercheurs et Marie-Claude Boissière, qui se tient désormais tous les quinze jours et qui a démarré à la source : qu'est-ce qu'un bébé ? Qu'est-ce qu'un smartphone ? Quels soucis peuvent naître d'un usage prématuré de ce type d'appareil ? L'idée est de documenter en profondeur toutes les données disponibles pour éclairer ce problème. Cela suppose aussi d'étudier des références, comme Donald Winnicott, qui est le grand penseur – et panseur avec un « a » – de la relation entre la mère et l'enfant. Ou encore l'anthropologue Gregory Bateson, qui a mené une étude cruciale sur les Alcooliques anonymes aux États-Unis, organisation de soin intégralement constituée d'anciens alcooliques, même s'ils étaient accompagnés de médecins ou de psychologues. Ce

Il faut réinventer le « local », non de façon identitaire, mais au contraire connecté à d'autres *via* un ou des réseaux, ouvert sur le monde...

séminaire bimensuel, plutôt académique dans son fonctionnement et ses exigences, est filmé et enregistré en intégralité. Nous en faisons un résumé et une présentation orale la semaine suivante dans un séminaire d'un autre genre : dans le quartier Pierre-Semard, avec tout le personnel qui suit les mères au sein de la PMI, les puéricultrices, les assistantes, les infirmières, et puis maintenant des parents de jeunes enfants ayant ou ayant eu le problème que nous tentons de diagnostiquer. Nous leur envoyons la vidéo de notre séminaire académique, avec aussi des textes à lire, par exemple de Winnicott ou de Bateson, parfois compliqués même pour un philosophe comme moi...

Et pour les professionnels et les habitants, cela fonctionne ?

B. S. : Oui, au-delà même de ce que nous imaginions ! Les gens aiment qu'on ne les prenne pas pour des idiots. S'ils ne comprennent pas une notion, ce qui arrive aussi aux chercheurs, nous l'analysons ensemble, et surtout nous voyons avec ces professionnels de la santé ainsi que des mères comment elle pourrait s'appliquer à une situation vécue. La clé qui rend tout possible, je le répète, c'est de partir des problématiques des gens.

Cette clinique contributive devient donc un vrai lieu de solidarité ?

B. S. : Plutôt que d'un lieu, je parlerais d'un dispositif de solidarité, qui est également un dispositif de recherche partagée et, d'une façon très concrète, de prospective...

Certes, mais ce dispositif s'inscrit bien dans des lieux : un ou, demain, plusieurs centres de protection maternelle et infantile, et puis un quartier...

B. S. : Bien sûr. Il est aujourd'hui essentiel de réinventer le « local ». Mais surtout, dans un territoire comme Plaine Commune où l'on parle plus de 140 langues différentes, avec depuis longtemps des migrants venus de partout, ce « local » ne peut être identitaire. Pour être vraiment solidaire, il doit être réticulé, c'est-à-dire connecté à d'autres *via* un ou des réseaux, ouvert sur le monde...

Vous créez donc des lieux de solidarité, mais ouverts ?

B. S. : Nous allons sans doute créer des ateliers pour concrétiser, par exemple dans le domaine de la mécanique, l'expérimentation de ce que nous appelons une économie contributive. Mais pour l'essentiel, nous partons de lieux et initiatives qui préexistent sur le territoire. Et heureusement ! À Plaine Commune, le terrain a été labouré, si l'on peut dire, par des professeurs, des professionnels de la santé, des éducateurs sociaux et des associations sans lesquels nous ne pourrions avancer. Je pense par exemple aux réseaux d'échange de savoirs, ou à deux associations qui travaillent notamment sur la réinsertion de publics fragilisés et dont j'ai revu récemment les responsables : Zone sensible, à Saint-Denis, qui vient de créer une école d'agriculture urbaine, et Halage, de L'Île-Saint-Denis, qui recycle des déchets, en particulier des couches-culottes, pour produire du compost et de très belles fleurs, moins chères qu'à Rungis et livrées dans pas mal de grands hôtels parisiens. Avec les habitants, les acteurs que je viens de citer, mais aussi des élus, des services administratifs, de grandes et de très petites entreprises, nous tentons de redynamiser le tissu social, d'encourager de nouvelles relations, donc de créer en quelque sorte – et pour aller dans votre sens – des milieux de solidarité.

Quels secteurs votre programme concerne-t-il ?

B. S. : Le premier, c'est donc l'enfance, plus précisément le soin à la petite enfance, grâce à la clinique contributive. Le deuxième secteur, c'est l'alimentation, avec une attention à la cuisine de rue, très développée en Seine-Saint-Denis, avec parfois des mères de famille qui font à manger pour un immeuble entier ! Il y a là un vrai savoir culinaire, qui représente un immense potentiel à travailler. Le troisième secteur, c'est le bâtiment, avec de gros investissements, 13 milliards d'euros dans les dix ans à Plaine Commune grâce au Grand Paris et aux Jeux olympiques de 2024, et de fortes menaces de chômage pour cause d'automatisation. Sur ce terrain, nous avons un chantier très prometteur : nous allons travailler avec une cohorte de 300 à 400 élèves de 12 collèges de Seine-Saint-Denis, en partenariat avec la Caisse des dépôts et consignations. Ils vont utiliser un jeu vidéo de construction qu'ils adorent, Minecraft, pour imaginer ce que pourrait devenir à partir de 2025 le Village olympique, dont le cahier des charges prévoit que ses habitats seront modulaires, donc reconfigurables. Le quatrième domaine, c'est le recyclage, dont les métiers doivent être considérés désormais comme nobles, avec des acteurs tel Halage, dont j'ai parlé, et des gens qui travaillent par exemple sur l'argile. Il y a aussi le secteur de l'énergie, avec notamment les bâtiments à énergie positive. Enfin, le sixième secteur est la mécanique : de la mécanique sauvage que nous voulons transformer en mécanique de transition. Les mécaniciens de rue de Saint-Denis, dont beaucoup viennent du Sénégal,

sont un peu des magiciens dans leur domaine. Le projet est de créer avec eux des ateliers de recyclage d'automobiles thermiques, qu'on ferait passer en électrique, ainsi que des académies pour former des jeunes qui deviendraient des intermittents de la mécanique...

Pourquoi des « intermittents » ?

B. S. : Ça, c'est la suite du programme. Notre ambition ne consiste pas à créer juste des emplois solvables, mais à construire avec les habitants et les acteurs du territoire un nouveau modèle d'économie : contributive, c'est-à-dire qui ne soit pas « entropique », mais « négentropique », à même d'alimenter ou d'inventer des savoirs plutôt que de les détruire. Dans cet esprit, nous souhaitons élargir le statut des intermittents du spectacle à tous les secteurs que j'ai décrits, et expérimenter ce que j'ai appelé un « revenu contributif », versé par exemple à des jeunes sans diplôme ou de collèges de zones défavorisées, à des mères isolées ou bien à des chômeurs, mais à condition qu'ils s'engagent à acquérir et transmettre des savoirs. Sauf que ce volet-là de notre programme suppose plus de moyens que notre budget de 700 000 euros à l'année et surtout le vote prochain, par le Parlement, d'une loi autorisant son versement.

Beaucoup reste donc à faire, pour ces Territoires apprenants contributifs...

B. S. : Oui. Mais de plus en plus de personnes, d'élus, d'établissements ou d'habitants souhaitent participer au programme. Il en est ainsi d'autres PMI, ou du président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis qui aimerait travailler avec nous sur la délinquance juvénile. Sur un autre registre, nous avons créé il y a un an et demi un Institut de gestion de l'économie contributive, qui conçoit de nouveaux indicateurs économiques et sociaux, prenant par exemple en compte la toxicité environnementale. Parce qu'une solution qui fonctionne à Saint-Denis ne marchera pas forcément à Neuilly-sur-Seine ou dans la banlieue de Dijon. D'ailleurs, l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Pompidou, que je pilote, travaille avec d'autres villes sur des programmes comparables, en particulier avec une favela de Guayaquil, en Équateur. La situation réclame des solutions d'urgence, mais le paradoxe, que ce soit à Guayaquil où dans l'ex-bidonville de la cité des Francs-Moisins à Saint-Denis, c'est qu'il faut être patient, et prendre le temps d'écouter ceux que l'on aimerait aider. Car leurs savoirs, que l'on ne connaît pas le plus souvent, s'avèrent pour nous d'une grande richesse.

Propos recueillis par Ariel Kyrou



SOLIDARUM

Base de connaissances pour
l'invention sociale et solidaire

Cet article en format PDF est directement tiré de ***Visions solidaires pour demain***, revue papier annuelle dont l'objet est de réfléchir à ce qu'est, et ce que pourrait être dans le futur, la solidarité sociale. Ce fichier PDF est accessible au sein de la base de connaissances ***Solidarum***, plateforme en ligne, gratuite et évolutive, qui propose à la consultation et au téléchargement des médias vidéo, texte, son et image : des visions et reportages créés spécifiquement pour elle, en *Creative Commons*.

Solidarum et ***Visions solidaires pour demain*** sont édités par la Fondation Cognacq-Jay et réalisés par une rédaction autonome dédiée, avec l'appui d'un comité éditorial composé en majorité de personnalités extérieures à la Fondation.

www.solidarum.org